

**Commission de Régulation de l'Energie
(CRE)**

**15, rue Pasquier
75379 PARIS CEDEX 08**

**A l'attention de Monsieur le Président de la
CRE**

Pau, le 19 janvier 2018

Objet : Consultation Publique de mise en œuvre de l'accès régulé des tiers aux stockages souterrains de gaz naturel en France

Monsieur le Président,

Le POLE AVENIA souhaite apporter une contribution à la consultation publique soumise par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) pour la mise en œuvre de l'accès régulé des tiers aux stockages souterrains de gaz naturel.

Le POLE AVENIA, basé à Pau dans le sud-ouest, est le seul pôle de compétitivité français dans le domaine des géosciences et de la valorisation énergétique du sous-sol.

Au sein d'un écosystème de compétences dynamique et attractif il représente avec ses 180 adhérents des partenaires industriels dont les leaders de l'énergie (Total, Engie, EDF, Vermilion, TIGF etc.), des PME et ETI régionales, des universités et centres de recherches présents en Nouvelle Aquitaine et sur le territoire français.

Il contribue à la consolidation de ses filières et assure les missions de soutien à l'innovation en favorisant le montage de projets collaboratifs de recherche ainsi que le développement et la croissance de ses entreprises membres.

Acteur économique majeur du territoire depuis 70 ans, TIGF rayonne par son expertise de pointe sur les compétences subsurface et de sécurité dans les infrastructures gazières contribuant directement et indirectement au bassin d'emplois, au bénéfice du développement du tissu économique de la région.

Le POLE AVENIA souhaite d'abord témoigner de l'engagement de TIGF dans la gestion de son outil de stockage de gaz naturel depuis de nombreuses années. Cet engagement s'est traduit par des investissements de plus de 130 millions d'euros entre 2013 et 2016 spécifiquement dédiés à l'amélioration de la performance de ses actifs de stockage et à l'élargissement de son offre pour coller aux besoins du marché. Nous avons ainsi pu observer une progression de la place de la société dans l'écosystème par la croissance de son chiffre d'affaires stockage, l'augmentation de ses effectifs et le recours accru à la sous-traitance locale mais également par son implication grandissante dans des projets de recherche et innovation impactant le tissu d'entreprises locales et les laboratoires par ses multiples collaborations.

.../...

Nous souhaitons ainsi vous faire part de notre vive inquiétude dans le cas où les propositions formulées dans la consultation publique venaient à être confirmées dans la délibération. Nous indiquons en particulier que la baisse de 26% du revenu annuel autorisé de TIGF par rapport au chiffre d'affaires réalisé en 2017 aurait des répercussions directes et indirectes sur le bassin d'emplois du territoire. Ce préjudice économique et financier ne nous paraît pas équitable, en particulier au regard de la part de marché de 36% réalisée par TIGF pour les capacités de stockage commercialisées en France, alors que la part du revenu annuel autorisé de TIGF dans le revenu global français, tel que proposée dans la consultation, ne dépasse guère les 20%.

Nous regrettons aussi que la consultation publique ne tienne pas compte de la compétitivité des stockages de TIGF et de leur efficacité, telle qu'elle est reconnue par le marché avec des souscriptions totales des capacités proposées par l'entreprise. De la même manière, nous constatons que la CRE préconise une durée d'amortissement de 50 ans pour le gaz coussin, entraînant une perte rapide de revenu et un risque de disparition progressive de l'activité de stockage à moyen terme. Ces dispositions nous semblent particulièrement injustes eu égard aux efforts déployés par TIGF pour le développement et l'optimisation de la performance de ses stockages, largement basés sur des compétences de très haut niveau dans le domaine des Géosciences.

Comme vous le savez, TIGF entend être un accélérateur de la transition énergétique aux plans territorial, régional et national. L'entreprise s'engage de plus en plus dans l'accompagnement de nouvelles solutions pour s'inscrire dans le monde bas carbone de demain, en particulier avec le développement du biométhane et du *power to gas*. Dans ce contexte, les stockages de gaz resteront un élément essentiel de la transition écologique et un atout véritable pour le territoire, et nous ne pouvons accepter sa disparition.

En conclusion, Monsieur le Président, nous exprimons nos vives inquiétudes quant aux conséquences économiques et sociales de vos propositions portant sur la régulation des stockages, tant l'effet serait important sur l'un des fleurons industriels du Béarn, après l'arrêt de l'exploitation du gaz de Lacq en 2013.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations respectueuses.

Jean-Louis OLIVET
Président POLE AVENIA

